

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Maître d'Ouvrage
CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE 32 rue de l'Observatoire 25000 BESANCON

Objet du marché
Marché global de performance pour la construction de logements étudiants - Les Climats à Dijon – Phase 1 Marché n° 2026-012-TVX

Règlement de la consultation Phase candidatures (RCC)

Dialogue compétitif, en application des articles L. 2124-4 et R. 2124-5
du Code de la commande publique

Date et heure limites de réception des candidatures (uniquement) :

Mercredi 15 juillet 2026 à 12:00

IMPORTANT : En application de l'article R. 2132-2 du Code de la commande publique, les
plis doivent être transmis uniquement par voie électronique.

VISITE DE SITE : Aucune visite de site n'est prévue au stade des candidatures.

Sommaire

ARTICLE 1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 – Pouvoir adjudicateur et Maîtrise d'ouvrage	4
1.2 – Objet de la consultation et préparation de l'achat	4
1.3 – Description de l'opération	4
1.4 – Procédure.....	7
1.5 – Forme du marché.....	10
1.6 – Options.....	10
1.7 – Nomenclature	10
ARTICLE 2 - Conditions de la consultation	11
2.1 – Forme juridique du candidat et limitations	11
2.2 – Alternatives dans les offres	11
2.3 – Délai de validité des offres	12
ARTICLE 3 - Dossier de consultation	12
3.1 – Contenu du dossier de consultation	12
3.2 – Retrait du dossier de consultation.....	12
3.3 – Modification du dossier de consultation	13
3.4 – Visite de site.....	13
ARTICLE 4 - Constitution des candidatures.....	13
4.1 – Pièces relatives à la candidature	13
4.2 – Niveaux minimums exigés	16
4.3 – Niveaux minimums souhaités.....	20
4.4 – Sous-traitance	20

ARTICLE 5 - Conditions de remise des plis	21
5.1 – Transmission des plis	21
5.2 – Copie de sauvegarde.....	21
5.3 – Format.....	22
ARTICLE 6 - Examen des candidatures.....	23
6.1 – Examen des candidatures.....	23
6.2 – Sélection des candidatures.....	23
ARTICLE 7 - Suite de la procédure.....	25
7.1 – Déroulement du dialogue.....	25
7.2 – Contenu prévisionnel du dossier de dialogue	25
7.3 – Constitution de l’offre finale.....	26
7.4 – Transmission des offres finales.....	26
7.5 – Jugement des offres finales	26
7.6 – Suites données à la consultation - Prime.....	28
ARTICLE 8 - Informations complémentaires	29
ARTICLE 9 - Recours.....	29

ARTICLE 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 – Pouvoir adjudicateur et Maîtrise d'ouvrage

CROUS Bourgogne-Franche-Comté

32 avenue de l'Observatoire – 25000 BESANCON

Représenté par Madame Murielle BALDI, Directrice générale du CROUS de Bourgogne Franche-Comté.

Le CROUS intervient comme Pouvoir adjudicateur pendant la procédure de passation du marché et comme Maître d'ouvrage lors de l'opération de construction.

1.2 – Objet de la consultation et préparation de l'achat

Le présent Règlement de consultation concerne la passation du marché global de performance (MGP) pour la construction de 150 à 160 logements étudiants « Les Climats » à Dijon – Phase 1.

1.3 – Description de l'opération

L'opération est décrite dans l'annexe au présent règlement de consultation – Phase candidatures : « Présentation de l'opération ».

L'opération « Les Climats – Phase 1 » porte sur la construction neuve de logements destinés aux étudiants à Dijon. L'objectif est une résidence de 150 à 160 lits, a priori uniquement des studios de 18 m² environ. Le projet comporte également les espaces connexes nécessaires au fonctionnement de la résidence (notamment espaces de convivialité, salles d'activité physique).

L'opération représente environ 4 200 mètres carrés SDO construits. On y ajoute les espaces extérieurs, dont le stationnement pour véhicules légers et une partie des stationnements pour deux roues.

L'opération devra répondre à des référentiels sans pour autant faire l'objet de certification. Un soin particulier sera apporté à la prise en compte d'objectifs contractuels, à la pérennité des solutions mises en œuvre et à la qualité d'usage, à l'intervention en site urbain en activité.

Le marché global de performance à passer comporte notamment :

- La conception du projet décrit dans le programme.
- La réalisation des travaux nécessaires.
- La fourniture et la mise en œuvre de certains mobiliers.

- La gestion du chantier en termes de direction d'exécution, d'ordonnancement, pilotage et coordination.
- L'ensemble des échanges et réunions nécessaires à la bonne satisfaction du besoin et au bon déroulement des travaux.
- Les garanties contractuelles sur deux ans après la réception.
- L'exploitation et la maintenance de l'ouvrage associées à des engagements de performance mesurables.

Le Titulaire exécutera également une mission d'animation et de communication ayant pour objet d'informer et sensibiliser les locataires et autres utilisateurs des modalités d'usage du bâtiment, afin de garantir une bonne compréhension des enjeux énergétiques de l'habitat.

L'enveloppe budgétaire prévisionnelle affectée aux travaux est de 10 000 000 euros HT, hors conception, hors exploitation et maintenance, compris le mobilier des chambres.

Les prestations d'exploitation-maintenance comporteront :

- L'entretien, l'exploitation et la maintenance sur le périmètre prévu par le contrat.
- Le gros entretien et renouvellement (GER) sur certains équipements.
- Le pilotage des mesures et vérifications.

L'exécution du marché comprendra des engagements chiffrés et mesurables de performance dont l'atteinte conditionnera une part de la rémunération du titulaire pendant l'exploitation-maintenance. Le candidat devra s'engager contractuellement à remplir des engagements chiffrés en matière de performance énergétique et de qualité d'ambiance.

Les engagements de performance seront mis en œuvre et contrôlés dans le cadre d'un plan de Mesures et Vérification (M&V) en application du protocole IPMVP.

La mission de l'ensemblier portera sur la totalité des éléments permettant d'aboutir à un parfait et complet achèvement des ouvrages pour atteindre les objectifs fixés.

L'exécution des prestations inclura pour le Titulaire le respect d'une clause d'insertion sociale qui sera précisée pendant le dialogue. Elle inclura également la prise en compte de clauses environnementales.

La durée prévisionnelle estimée du marché est de 94 mois (tranche ferme), à raison :

- De 22 mois de conception-réalisation.
- De 72 mois de prestations pendant la garantie de parfait achèvement et l'exploitation-maintenance avec engagement sur les performances.

De plus, la tranche optionnelle ajoutant 36 mois supplémentaires d'exploitation-maintenance avec engagement sur les performances est prévue.

Les prestations seront financées par fonds propres, avec subventions dont le financement de la Région Bourgogne-Franche-Comté « Territoires en Action » (TEA).

L'attention des candidats est attirée sur les points fondamentaux qui doivent les guider dans l'élaboration de leur offre puis tout au long de la mission du Titulaire. Ils devront tout particulièrement prendre en compte les points suivants :

- La forte ambition qu'a le CROUS Bourgogne-Franche-Comté pour ce projet en termes de qualité architecturale, de qualité paysagère et d'exemplarité environnementale.
- La prise en compte du programme et de ses annexes, auquel son projet devra répondre.
- **Le recours à la filière hors-site**, l'opération ayant vocation de démonstrateur de la pertinence de ce mode de réalisation pour le CROUS Bourgogne-Franche-Comté.
- L'intégration d'une démarche Lean construction formalisée, incluant des outils opérationnels de pilotage collaboratif et d'amélioration continue, appliquée de manière transversale aux phases de conception et de réalisation.
- La remise des différents dossiers d'études au fil de l'opération, ainsi que celle des dossiers de demande d'autorisation administrative.
- La prise en compte des contraintes spécifiques liées à l'intervention en site urbain dense et sensible, incluant la réduction des nuisances de chantier, la protection des abords et la limitation de la durée d'intervention pour le groupement titulaire et ses sous-traitants.
- Le respect des objectifs en matière de délais, prenant en compte notamment la part conditionnelle du financement (APD admis fin mars 2027), et une fin de travaux début 2029.
- Le processus BIM exigé conformément au cahier des charges BIM.
- L'intégration d'une prestation d'exploitation-maintenance multitechnique portant sur les lots CVC, Plomberie, Electricité courants forts, portails/barrières, Menuiseries extérieures (y compris occultation, protections solaires), Menuiseries intérieures (portes palières seulement), Toiture-Terrasse.

Les prestations auront lieu en divers lieux :

- Le lieu principal d'exécution des prestations est le terrain sur lequel la résidence sera construite. Il s'agit des parcelles autour de l'actuelle résidence Beaune Bourgogne, 37 rue Recteur Marcel-Bouchard, 21000 Dijon.
- Certaines réunions pourront avoir lieu chez la Maîtrise d'ouvrage :
 - o Au siège du CROUS Bourgogne-Franche-Comté, 32 avenue de l'Observatoire, 25000 Besançon.
 - o A son implantation locale, Pavillon SULLY – 11 rue Edgar Faure, 21000 Dijon.
- Certaines prestations pourront être demandées sur le site de préfabrication, y compris pendant la consultation pour l'attribution du marché global de performance.

Le contenu détaillé des prestations sera précisé dans le programme, qui sera transmis aux candidats admis à participer au dialogue.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, au cours de la procédure, d'optimiser, de préciser ou de modifier de manière non substantielle la description des besoins.

1.4 – Procédure

Ce marché global de performance est un marché de travaux conforme aux dispositions de l'article L. 2171-3 du Code de la commande publique (CCP).

Ce marché est passé selon la procédure du dialogue compétitif, conformément aux dispositions des articles L. 2124-4, R. 2124-5, R. 2142-17 et R. 2161-24 à R. 2161-31 du CCP.

La présente procédure fait suite à la déclaration sans suite de la précédente procédure (avis 26-35730 envoyé au BOAMP le 8 avril 2026 ; Annonce JOUE 242155-2026, parue le 9 avril 2026 ; décision de déclaration sans suite du 3 juin 2026).

La consultation n'est pas ouverte aux variantes.

Toutefois, ceci ne fait pas obstacle à ce que les candidats puissent présenter une ou plusieurs solutions alternatives en cours de dialogue.

Il s'agit d'une procédure restreinte. Elle se déroule en trois phases :

- Une phase candidatures, objet du présent règlement de consultation.
- Une phase de dialogue, à laquelle seuls les candidats admis à participer auront accès (R. 2161-26 et R. 2161-27 du CCP).
- Une phase offres finales, lorsque l'acheteur aura décidé de mettre un terme au dialogue avec les soumissionnaires (R. 2161-28 et R. 2161-29 du CCP).
- Date limite de réception des candidatures : indiquée en page de garde du présent règlement de consultation – phase candidatures.
- Date prévisionnelle de remise des offres finales : juin 2027.
- Date prévisionnelle d'attribution du marché : octobre 2027.

Pendant la phase de dialogue, animée par la commission technique, il sera organisé :

- une visite de la parcelle Les Climats,
- une ou plusieurs remises de propositions, auditions et séances de dialogue en présence du candidat,
- une visite du ou des sites de préfabrication du candidat.

Pendant la phase des offres finales, celles-ci seront examinées sur la base des critères de jugement des offres. Aucune négociation ne sera alors possible.

Le Pouvoir adjudicateur attribuera le marché sans l'intervention d'un jury, conformément aux dispositions des articles R. 2171-16, 1° bis, et R. 2172-2, 5°. Il pourra être prévu une audition.

Il s'appuiera néanmoins sur les travaux de la commission technique.

Les modalités générales d'organisation de la procédure sont les suivantes :

- Envoi de l'avis d'appel public à concurrence
- Réception simultanée des candidatures
- Examen des candidatures par la commission technique
- Eventuellement, demande de complément¹
- Elimination des candidatures irrecevables

¹ Conformément à l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, le recours à cette faculté demeure facultatif pour le Pouvoir adjudicateur.

- Classement des candidatures
- Vérification de la régularité fiscale et sociale des candidats pressentis pour être invités à participer au dialogue
- Information des candidats non retenus
- Invitation des participants au dialogue
- Remise de propositions initiales
- Audition éventuelle des candidats
- Dialogue conforme aux dispositions de l'article R. 2161-27 du CCP
- Clôture du dialogue et demande des offres finales
- Remise des offres finales
- Ouverture des offres finales
- Eventuellement, demande de précisions, clarifications, perfectionnements ou compléments sur les offres finales
- Audition éventuelle des soumissionnaires sur la base des offres finales
- Eventuellement, demande de régularisation des offres irrégulières²
- Elimination des offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables
- Examen des offres finales selon les critères définis ci-après
- En cas de détection d'offres susceptibles d'être anormalement basses (OAB), échanges avec les soumissionnaires concernés et, rejet des OAB³
- Classement des offres finales
- Décision d'attribution par le pouvoir adjudicateur - choix de l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères définis ci-après
- Mise à jour des attestations fiscales et sociales et vérification de la régularité fiscale et sociale
- Envoi des courriers aux soumissionnaires non retenus
- Mise au point du marché
- Signature puis notification du marché
- Publication de l'avis d'attribution

² Conformément à l'article R. 2152-2 du même code, le recours à cette faculté demeure facultatif pour le Pouvoir adjudicateur.

³ Conformément aux articles R. 2152-3 et R. 2152-4 du même code, cette démarche est obligatoire et, en fonction de la réponse du soumissionnaire, peut aboutir ou non au rejet de son offre comme anormalement basse.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le calendrier de la consultation, notamment en ajoutant ou en supprimant un « tour » de dialogue, sans qu'il puisse être porté de réclamation à ce titre.

Lorsqu'il aura estimé que le dialogue aura été mené à son terme, le Pouvoir adjudicateur informera l'ensemble des candidats de la fin du dialogue et leur demandera la remise des offres finales.

1.5 – Forme du marché

Le marché à passer est un marché simple. Il ne s'agit pas d'un accord-cadre.

Conformément aux dispositions applicables aux marchés globaux, le marché à passer n'est pas alloti.

1.6 – Options

Il n'est pas prévu de reconduction du marché.

Il est prévu :

- Une tranche ferme comprenant toutes les prestations décrites de conception-réalisation-exploitation-maintenance, suivi des engagements de performance, etc. allant jusqu'à six ans après la réception.
- Une tranche optionnelle 1 prolongeant de trois ans l'exploitation-maintenance et le suivi des engagements de performance.

Il présente des clauses de réexamen susceptibles de prolonger sa durée.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, trois (3) ans maximum à compter de la notification du présent marché public.

1.7 – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45210000	Travaux de construction de bâtiments
71200000	Services d'architecture
71300000	Services d'ingénierie
50000000	Services de réparation et d'entretien

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Forme juridique du candidat et limitations

Le marché sera conclu avec des prestataires groupés. Quelle que soit la forme du groupement (conjoint ou solidaire), l'un des opérateurs économiques membres de ce groupement, devra être désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement. **Il est expressément prévu dans le marché à conclure qu'en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire conformément à l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique.** Le mandataire du groupement est impérativement une entreprise générale de travaux TCE.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels, et de membres d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Il est également interdit à un opérateur économique d'être mandataire de plusieurs groupements.

L'ensemble des candidats qui se trouveraient dans un ou plusieurs de ces cas sera éliminé, ainsi que le ou les groupements dont ils faisaient partie.

La participation à ce MGP est exclusive, pour l'ensemble des acteurs économiques ou intervenants à titre personnel, de toute autre mission de conception ou réalisation sur l'opération.

Il est précisé par l'acheteur qu'il entend faire usage des motifs facultatifs d'exclusion des procédures prévus aux articles L. 2141-8 et L. 2141-10 du Code de la commande publique.

2.2 - Alternatives dans les offres

Les variantes sont autorisées pendant le dialogue (sous forme de « solutions variantes »). La remise de solutions variantes implique la remise d'une solution « de base » répondant au programme. Les exigences minimales des variantes seront précisées dans le règlement de consultation lors du dialogue.

Les variantes ne seront pas autorisées lors de l'offre finale.

Aucune variante n'est imposée.

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) « libres » sont interdites. Aucune PSE n'est imposée.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 3 - Dossier de consultation

3.1 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation « phase candidatures » (DCC) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation phase candidature et son annexe « Grille des références identifiées de préférence par le maître d'ouvrage »
- Le document de présentation de l'opération
- Le cadre de réponse Tableau récapitulatif de la candidature
- Les trois cadres de présentation des références illustrées pour les compétences : conception architecturale, conception paysagère, LEAN construction

3.2 – Retrait du dossier de consultation

Conformément à l'article L. 2132-2 du Code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations effectués dans le cadre de cette procédure de passation sont réalisés par voie électronique.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Conformément aux articles R2132-1 et R2132-2 du Code de la commande publique, le dossier de consultation est gratuitement mis à disposition sur le profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il est recommandé aux opérateurs économiques de renseigner la personne physique chargée du téléchargement du DCE, son nom et son adresse électronique ainsi que le nom de l'organisme du candidat, afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

3.3 – Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures et des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures et des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Toute modification du dossier de consultation téléchargé sur la plateforme fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité du maître d'ouvrage ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses courriers ou courriels en temps et en heure.

3.4 – Visite de site

Il n'est pas prévu de visite de site au stade de la phase candidatures.

ARTICLE 4 - Constitution des candidatures

**S'agissant d'une procédure restreinte, à ce stade,
il n'est pas attendu de pièce relevant de l'offre. Aucun acte d'engagement, mémoire technique ou offre de prix n'est attendu.**

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les pièces sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature.

4.1 – Pièces relatives à la candidature

Le candidat (ou « l'équipe candidate ») est soit une entité unique soit composé d'un mandataire et de cotraitants, qui sont membres du groupement, et de prestataires

qui, sans être membres du groupement, seront chargés d'une partie de son exécution (sous-traitant présenté au stade de la candidature avec déclaration de sous-traitance et, ou opérateur lié).

Chaque membre de l'équipe candidate devra produire pour ces prestataires les mêmes documents que ceux exigés dans le présent règlement afin de justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le candidat devra également justifier qu'il dispose des capacités de ces prestataires pour l'exécution du marché par tout moyen approprié (déclaration de sous-traitance et, ou engagement concernant l'opérateur lié).

Dans le cas d'une remise sous forme DC1+DC2 ou DUME (ou équivalents), chaque opérateur économique au sein de l'équipe candidate (cotraitant ou autre opérateur) doit remettre un dossier de candidature comportant :

Les renseignements concernant l'identité du candidat

- **Document C1-1** : Un exemplaire de la lettre de candidature (formulaire DC1 ou équivalent), présentant le candidat ou le groupement candidat, signée par une personne habilitée à engager le candidat ou le groupement candidat. Conformément aux dispositions de l'article L. 2171-7 du Code de la commande publique, la lettre de candidature identifiera la Maîtrise d'œuvre chargé de la conception.
- **Document C1-2** : L'habilitation de la personne signataire devra être justifiée. En cas de groupement, sera annexé à cette lettre la ou les habilitation(s) du mandataire dûment signée(s) par les personnes habilitées à engager ses cotraitants.
- **Document C1-3** : Le formulaire DC2 (ou équivalent) complété pour chaque société membre de l'équipe candidate, accompagné éventuellement du jugement de redressement judiciaire.
- **Document C1-4** : Le cas échéant, l'engagement justifiant qu'il dispose des capacités de prestataires (sous-traitants, opérateurs liés) pour l'exécution du marché.

Les formulaires de déclaration du candidat (DC) sont accessibles sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les renseignements concernant la capacité économique et financière

- **Document C2-1 :** Un tableau exposant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires réalisé dans le domaine d'activité réalisés ces trois dernières années (indication pouvant être portée au formulaire DC2)
- **Document C2-2 :** La preuve d'une assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité et pertinente des prestations portées par l'opérateur économique.

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles et contribuant à l'évaluation du critère A pour la sélection des candidatures :

- **Document C3-1 :** La déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat (un document par opérateur). En particulier, les opérateurs étant amenés à modéliser du BIM doivent prouver qu'ils disposent du matériel adéquat.
- **Document C3-2 :** Les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants le cas échéant (ou preuve équivalente).
- **Document C3-3 :** L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables permettant de vérifier les compétences demandées. En particulier, il est également demandé pour les opérateurs étant amenés à modéliser en BIM les titres d'études et professionnels des dessinateurs-projeteurs qualifiés.
- **Document C3-4 :** Les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, en précisant les moyens humains de la structure dédiée à l'opération.
- **Document C3-5 :** Un organigramme de l'équipe proposée (document unique pour l'ensemble du groupement) d'une page au format A3 maximum. L'organigramme reprend les informations des documents C3-3.

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles et contribuant à l'évaluation du critère B pour la sélection des candidatures :

- **Document C4-1 :** Le cadre de rendu de présentation des opérateurs et des références par compétence (document unique pour l'ensemble du groupement). L'attention du candidat est attirée sur l'importance de la qualité des renseignements mentionnés dans ce tableau qui influera directement sur l'évaluation de la candidature du groupement. Le groupement s'appuiera sur l'annexe relative aux références identifiées de préférence par le maître d'ouvrage pour choisir judicieusement les 3 références par compétence qu'il

décriera dans ce document, et s'attachera à renseigner avec précision et rigueur toutes les informations demandées. Si plusieurs opérateurs apportent la même compétence, le groupement choisira les 3 références qui illustrent le mieux la compétence considérée et précisera quel opérateur a réalisé cette référence. Les références présentées devront être des opérations réalisées ou en cours de travaux ou des opérations gagnées et en cours d'étude. Autrement dit, avec 15 compétences demandées au §4.2, ce sont 45 références qui seront présentées par le candidat. La date de réception des opérations terminées doit dater de moins de 10 ans pour les références de travaux et de moins de 10 ans pour les références de conception, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant (au sens des dispositions du 2° de l'article 3-I de l'annexe 9 du Code de la commande publique). Les concours ou consultations de marchés globaux perdus ou en cours ne constituent pas une référence. S'il est fait état de références acquises au sein d'une précédente société, l'opérateur devra démontrer avoir été responsable de la prestation.

- **Document C4-2** : Pour l'ensemble des opérateurs portant la compétence « Pilotage de la Lean Construction » au sein du groupement : Les planches graphiques format A3 orientation paysage en couleur illustrant les références présentées dans le tableau C4-1 pour la compétence « Pilotage de la Lean Construction » (trois planches au maximum).

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles et contribuant à l'évaluation du critère C pour la sélection des candidatures :

- **Document C5-1** : Pour l'ensemble des opérateurs portant la compétence « conception architecturale » au sein du groupement : Trois planches graphiques format A3 orientation paysage en couleur illustrant les trois références présentées dans le tableau C4-1 pour la compétence « conception architecturale » (trois planches au total donc). Ces planches présenteront au minimum les façades, un plan masse, un plan de niveau et des vues de l'intérieur et de l'extérieur du bâtiment.
- **Document C5-2** : Pour l'ensemble des opérateurs portant la compétence « conception paysagère » au sein du groupement : Les planches graphiques format A3 orientation paysage en couleur illustrant les références présentées dans le tableau C4-1 pour la compétence « conception paysagère » (trois planches au maximum).

4.2 – Niveaux minimums exigés

L'équipe candidate devra justifier d'un chiffre d'affaires minimum se rapportant à des prestations similaires en fonction des compétences apportées. Ces minimas sont :

- Pour le ou les membres du groupement justifiant de la compétence « Entreprise générale de travaux Tous Corps d'Etat de bâtiment », ou pour l'ensemble des opérateurs apportant cette compétence (cumul des chiffres

d'affaires des différentes entreprises de travaux membres du groupement), le chiffre d'affaires minimum exigé est de 20 M€ HT (moyenne des trois derniers exercices).

- Pour le ou les membres du groupement justifiant de la compétence « Conception architecturale » ou pour l'ensemble des opérateurs apportant cette compétence (cumul des chiffres d'affaires des différents cabinets d'architectes membres du groupement), le chiffre d'affaires minimum exigé est de 1 000 000 € HT (moyenne des trois derniers exercices).
- Pour le ou les membres du groupement justifiant de la compétence « Conception technique » ou pour l'ensemble des opérateurs apportant cette compétence (cumul des chiffres d'affaires des différents bureaux d'études membres du groupement), le chiffre d'affaires minimum exigé est de 1 000 000 € HT (moyenne des trois derniers exercices).

L'acheteur exige des compétences avérées chez le candidat :

- Entreprise générale de travaux dans le domaine de la construction neuve de logements collectifs
- Management d'opération recourant à la filière hors-site, en phases conception et réalisation
- Pilotage de la démarche Lean Construction lors de la conception et de la réalisation
- Conception architecturale de projets de logements collectifs
- Conception paysagère
- Conception technique de bâtiments de logements collectifs :
 - o Structure,
 - o Fluides (CVC, désenfumage, plomberie sanitaire),
 - o Ingénierie thermique des bâtiments,
 - o Electricité courants forts et courants faibles, coordination SSI
 - o VRD
 - o Qualité environnementale du bâtiment
 - o Ingénierie acoustique
- Management et coordination BIM
- Commissionnement
- Entreprise d'exploitation et de maintenance multitechnique

A noter que les opérateurs portant les compétences conception architecturale, conception technique (structure /Fluides CVCD /Electricité / VRD) devront être en capacité également de modéliser en BIM.

Il serait apprécié que l'entreprise générale de travaux TCE et l'entreprise d'exploitation et de maintenance multitechnique aient la capacité de modéliser en BIM.

Plusieurs compétences peuvent être apportées par un même opérateur s'il les possède toutes, à l'exception du commissionnement qui ne peut être apporté par l'entreprise de travaux TCE ou l'entreprise d'exploitation-maintenance, afin d'assurer son indépendance.

Les capacités techniques et professionnelles des candidats au regard des compétences exigées seront démontrées au travers de références d'opérations similaires réalisées (selon les termes du §4.1).

La grille des références identifiées de préférence par le Pouvoir adjudicateur jointe en annexe au présent document précise l'importance accordée par le maître d'ouvrage au contenu des références présentées par les opérateurs du groupement pour chaque compétence exigée.

Le candidat devra présenter les qualifications suivantes (ou équivalentes) :

- Architecte inscrit à l'ordre qui aura la responsabilité de l'établissement du projet architectural faisant l'objet de la demande de permis de construire, en vertu de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977. En vertu des dispositions de l'article 37 du Code des devoirs professionnels des architectes issu du décret n° 80-217 du 20 mars 1980, le ou les architectes candidats doivent obligatoirement être membres du groupement
- Certification CMVP. Le titulaire de cette certification devra, de préférence, être indépendant de l'entreprise générale de travaux et de l'entreprise chargée de l'exploitation et de la maintenance multitechnique
- OPQIBI 1333 (Etude ACV bâtiments neufs) ou équivalent
- OPQIBI 1910 (accompagnement au commissionnement des installations techniques du bâtiment) ou équivalent.
- Certificats de formation à la Lean Construction ou équivalent (références de chantier pour lesquels le LEAN a été mis en œuvre par le candidat)

Le groupement devra obligatoirement présenter les références suivantes sous peine de voir sa candidature écartée :

Pour la compétence « Entreprise générale de travaux » :

- Au moins deux références de réalisation accomplie en qualité de mandataire d'un groupement de conception-réalisation ou marché global
- Au moins une référence de construction neuve de bâtiment de logements collectifs
- Au moins une référence recourant à la filière hors-site

Pour la compétence « Management d'opération recourant à la filière hors-site » :

- Au moins deux références recourant à la filière hors-site

Pour la compétence « Pilotage de la Lean Construction » :

- Au moins deux références recourant à la Lean Construction

Pour la compétence « Conception architecturale » :

- Au moins une référence de réalisation accomplie au titre d'un contrat comprenant les missions conception et la réalisation (de type marché de conception-réalisation ou marché global)
- Au moins une référence de construction neuve de bâtiment de logements collectifs
- Au moins une référence recourant à la filière hors-site

Pour la compétence BET fluides CVCD Plomberie Sanitaire :

- Au moins une référence de construction neuve ou réhabilitation globale de bâtiment de logements collectifs

Pour la compétence BET thermique :

- Au moins une référence de construction neuve ou réhabilitation globale de bâtiment de logements collectifs

Pour la compétence BET électricité/SSI :

- Au moins une référence de construction neuve ou réhabilitation globale de bâtiment de logements collectifs

Pour la compétence Qualité Environnementale du Bâtiment :

- Au moins une référence de construction respectant la réglementation environnementale RE 2020.

Pour la compétence « Management et coordination BIM »

- Au moins deux références avec BIM niveau 2 et DOE BIM avec exigences sur les paramètres

Pour la compétence « Exploitation - Maintenance multitechnique » :

- Au moins une référence de mission d'exploitation-maintenance réalisée au titre d'un contrat comprenant des engagements de performance (de type CREM, MGP, marché de partenariat, CPE, PFI ou équivalent)

4.3 – Niveaux minimums souhaités

Le candidat devra présenter les qualifications suivantes (ou équivalentes) :

- Niveau de qualification souhaité pour le BIM : OPQIBI 1922 pour le BIM Manager et 1921 pour les autres cotraitants producteurs de maquettes (BET STR, CVC-PLB, ELEC...) ou équivalents.

Le candidat se reportera au tableau de pertinence des références fourni en annexe afin d'identifier les références fortement souhaitées (orange) et les références souhaitées (jaune) par le Pouvoir adjudicateur.

4.4 – Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants et fournir les pièces de candidature similaires à celles du titulaire pour chaque sous-traitant.

Lors de la phase candidatures, le candidat qui souhaite s'appuyer sur les capacités d'un sous-traitant doit fournir la preuve établissant qu'il disposera bien des moyens de l'entreprise sous-traitante lors de l'exécution du marché.

En application des dispositions de l'article R. 2142-27 du CCP, le Pouvoir adjudicateur exige que les tâches essentielles suivantes soient exécutées par le titulaire du marché (membre du groupement) sans recours à la sous-traitance :

- L'exploitation et la maintenance de l'ouvrage ne pourront être sous-traitées.
- Commissionnement

ARTICLE 5 - Conditions de remise des plis

5.1 – Transmission des plis

Les plis contenant les pièces de la candidature devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des plis indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (UTC+02:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid (heure d'été). Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des plis.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

5.2 – Copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde pourra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste, par pli recommandé avec avis de réception postal et parvenir à l'adresse suivante :

CROUS Bourgogne Franche-Comté – Direction du Patrimoine
11, rue Edgar Faure – 21000 DIJON
Horaires d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h
(sauf week-end et jours fériés)

Il devra comprendre, sur un support physique électronique (DVD ROM, CD ROM, clef USB) les mêmes fichiers que le pli remis sur le profil d'acheteur.

Il devra porter une étiquette avec les mentions :

**Marché global de performance pour la construction de logements étudiants
Opération Les Climats à Dijon – Phase 1**

(RAISON SOCIALE DU CANDIDAT)

CANDIDATURE

COPIE DE SAUVEGARDE

NE PAS OUVRIR

Le pli contenant la copie de sauvegarde devra être transmis dans les mêmes délais que le pli remis sur le profil acheteur.

Les copies de sauvegarde qui seraient remises ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées, ainsi que, remises sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenues.

5.3 – Format

Au stade de l'offre, il n'est pas exigé de signature des documents. Seul l'attributaire devra signer son offre avant notification et après l'éventuelle mise au point.

Les fichiers seront clairement identifiés pour permettre une analyse efficace. Les noms de fichiers comporteront la mention (éventuellement abrégée) de la nature du contenu et, pour les pièces de la candidature, du membre de l'équipe auquel ils se rapportent.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf sélectionnable (pas de document papier scanné), .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

ARTICLE 6 - Examen des candidatures

6.1 - Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles et techniques, économiques et financières.

Les candidatures qui ne seront pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 4.1 - après demande éventuelle de compléments ou dont les capacités sont manifestement insuffisantes ou ne respectent pas les niveaux minimaux imposés à l'article 4.2 - seront déclarées irrecevables et seront éliminées, en application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique.

6.2 - Sélection des candidatures

Les candidats seront sélectionnés selon les critères suivants concernant leurs capacités professionnels et techniques :

- A. Moyens techniques, humains et qualifications professionnelles pour chaque compétence demandée : 20%
- B. Pertinence des références pour chaque compétence demandée au regard du tableau des préférences identifiées par le pouvoir adjudicateur, du tableau de présentation des candidatures C4-1 et des planches graphiques C4-2 pour la compétence « Pilotage de la Construction Lean » : 40%
- C. Qualité des références proposées pour les compétences « Conception architecturale » et « conception paysagère » au regard des planches graphiques de présentation des références C5-1 et C5-2 : 40%

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-8 du code de la commande publique, à la suite de la décision du représentant de l'acheteur sur liste des candidats admis à participer au dialogue, le pouvoir adjudicateur invitera

simultanément les 3 candidats admis à participer au dialogue. Il s'agit à la fois d'un nombre minimum et maximum étant précisé que lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection et aux niveaux minimums exigés des candidatures est inférieur au nombre minimum, le pouvoir adjudicateur pourra continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés. Il en va de même lorsque le nombre de dossiers de candidature déposé est inférieur à 3.

Avant d'inviter les participants au dialogue, les 3 candidats se verront demander la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du CCP. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours. Ces documents seront :

- Une déclaration sur l'honneur, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4 du CCP.
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-2 du CCP.
- La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au code de la commande publique.
- Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.
- Un extrait du registre pertinent tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3 du CCP.
- Le cas échéant, si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

A défaut de production de ces documents dans le délai fixé, la candidature sera rejetée et le candidat sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires. Le processus est renouvelé tant que nécessaire.

ARTICLE 7 - Suite de la procédure

S'agissant d'une procédure restreinte, à ce stade, il n'est pas attendu de pièce relevant de l'offre. Aucun acte d'engagement, mémoire technique ou offre de prix n'est attendu.

Les propositions et les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les pièces sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans les propositions et les offres.

7.1 - Déroulement du dialogue

Les modalités de déroulement du dialogue seront précisées aux candidats invités à participer au dialogue.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réduire le nombre de solutions à discuter, en appliquant les critères d'attribution définis à l'article 7.5 - du présent Règlement, comme prévu par l'article 2. 2161-27 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre inappropriée ou inacceptable pourra être régularisée dans le cadre du dialogue. Mais après le dialogue, de telles offres seront écartées de cette procédure.

7.2 - Contenu prévisionnel du dossier de dialogue

Pour information, le « dossier de dialogue » (DD) pourra comprendre :

- Le projet de contrat et ses annexes
- Le planning enveloppe de l'opération
- Le programme et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques d'études (CCTE)
- Le cadre de descriptif technique
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF)
- Le cadre pour carnet des écarts au programme et au contrat
- Le cadre QEB et performances énergétiques
- Le Rapport initial du contrôleur technique (RICT) sur le programme

- Le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Un dossier de site
- Le cahier des charges BIM

7.3 – Constitution de l'offre finale

Lorsqu'il estime que le dialogue est arrivé à son terme, le Pouvoir adjudicateur en informe les participants restant en lice et les invite à présenter leur offre finale sur la base de la ou des solutions qu'ils ont présentées et spécifiées au cours du dialogue. Il vérifie que les offres finales comprennent tous les éléments requis et nécessaires pour la réalisation du projet.

A l'issue de cette dernière étape, les candidats remettront leur offre finale, qui ne pourra pas être négociée.

Le contenu des offres finales sera précisé dans l'invitation à remettre les offres finales.

7.4 – Transmission des offres finales

Les modalités décrites à l'ARTICLE 5 - seront adaptées pour le besoin de la remise des offres finales.

7.5 – Jugement des offres finales

Le jugement des offres finales sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-8 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres finales.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre inappropriée ou inacceptable ne pourra être régularisée dans le cadre de cette étape de la procédure, et que seule une offre irrégulière *pourra* être régularisée en l'absence de toute négociation.

La régularisation d'une offre finale pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

Il est rappelé que le jugement des offres se fera sur la base des éléments ayant trait à la tranche ferme ET à la tranche optionnelle.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont les suivants, et sont pondérés comme suit :

Critères	Pondération
1- Coût global de l'offre	35 points
2- Qualité de la réponse architecturale, paysagère et fonctionnelle	15 points
3- Qualité de la réponse technique, notamment solutions de recours à la filière hors-site	15 points
4- Qualité de la réponse environnementale et des engagements de performance	15 points
5- Pertinence et qualité de l'offre d'exploitation-maintenance	10 points
6- Qualité de l'organisation de la gestion de chantier	5 points
7- Part d'exécution du marché global confiée aux PME	5 points

Chacun de ces critères pourra être décomposé en items qui seront précisés dans le règlement de dialogue.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 points.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Chaque candidat aura sa note de la manière suivante :

1. Coût global de l'offre :

La note maximale sur le critère sera de 35 points.

La note maximale est attribuée au candidat dont l'offre est moins disante.

Pour les autres offres, le calcul s'effectue à partir de la formule :

$$35 * (\text{Offre moins disante}) / (\text{Offre candidat notée})$$

En cas d'incohérences entre l'acte d'engagement et les décompositions, ce seront les montants en chiffres TTC de l'AE qui seront pris en compte pour le jugement de ce critère.

2. Autres critères

La méthodologie sera en partie précisée lors du dialogue.

7.6 – Suites données à la consultation - Prime

L'offre finale la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

L'attribution du marché global de performance est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Conformément aux articles R. 2171-19 et R. 2171-22 du Code de la commande publique, une indemnité de 90 000 €HT est prévue pour indemniser les prestations remises par les soumissionnaires.

La prime sera versée aux soumissionnaires non retenus et à condition que leurs propositions successives et leur offre finale soient conformes aux demandes de l'acheteur.

En cas d'abandon ou d'éviction d'un soumissionnaire en cours de procédure, le soumissionnaire ne percevra, selon les étapes, que la prime suivante :

- Après la remise de la proposition initiale : 8 000 € HT
- Après la remise de la proposition intermédiaire : 8 000 € + 32 000 € HT

Dans l'éventualité où une proposition intermédiaire serait demandée, un autre palier intermédiaire d'indemnité serait prévu dans le règlement de dialogue.

La prime pourra en outre être réduite selon les modalités suivantes : Examen au regard du « document incomplet et/ou inutilisable » : chaque document tel que listé dans le guide de rédaction ou incomplet ou inutilisable ou présentant un défaut de forme ou de lisibilité entraînera un abattement de 500 € HT dans la limite de 50% de la prime.

L'offre la mieux classée au total des critères sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les membres du groupement mettent à jour les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, fournis lors de la phase candidatures.

De plus, une attestation d'assurance décennale devra être produite.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Du fait qu'une part du financement de l'opération est conditionnée par la validation d'un dossier de niveau APD, il sera alors demandé à l'attributaire de procéder, au titre de l'article R. 2161-29 du Code de la commande publique, aux précisions, clarifications, perfectionnements et compléments de son offre finale pour l'amener au

niveau d'un APD. Lui seul recevra pour ce complément de prestations un complément de prime conforme aux dispositions de l'article R. 2171-20 du Code de la commande publique, établi à 85 000 €HT. Les mêmes conditions de réduction du montant de la prime s'appliquent.

La rémunération du titulaire du marché tient compte de la prime qu'il a reçue (R2171-22 CCP).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une mise au point du marché avec le Titulaire. Conformément à la réglementation en vigueur, cette mise au point ne pourra intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence. Cette mise au point donnera lieu à l'établissement d'un écrit qui sera annexé à l'offre, l'ensemble constituant l'acte d'engagement au sens de l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique.

Le Pouvoir adjudicateur conserve la possibilité de déclarer sans suite la présente consultation.

ARTICLE 8 - Informations complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de réception des plis, une demande écrite sur le profil acheteur.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des plis.

ARTICLE 9 - Recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Dijon

22 rue D'Assas – BP 61616

21016 DIJON Cedex

Site web : <https://dijon.tribunal-administratif.fr/>

Adresse email : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Téléphone : 03 80 73 91 00

Fax : 03 80 73 39 89

Les voies et délais de recours sont les suivants :

Référé précontractuel prévu aux art. L.551-1 à -12 du Code de justice administrative pouvant être exercé avant la signature du contrat. La signature du contrat ne peut intervenir avant l'expiration d'un délai de 11 jours à compter de la notification de rejet des candidatures et offres.

Référé contractuel prévu aux art. L.551-13 à -23 dudit Code pouvant être exercé dans les délais prévus à l'art. R.551-7 dudit Code.

Recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat pouvant être exercé dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa conclusion.

Référé « secret des affaires » prévu à l'article R557-3 du Code de justice administrative.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les renseignements peuvent être obtenus auprès du greffe du tribunal, mail indiqué supra.